CHOCOLATERIE
Ouverture exceptionnelle
le samedi 19 décembre de 10h à 18h

NOUVELLE BOUTIQUE

Chevaliers D'ARGOUGES
Maîtres Chocolatiers

50860 MOYON - 02 33 56 56 23
Boutique ouverte toute l'année du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 18h

0,95 € Samedi 19
Dimanche 20 décembre 2015

Relations abonnés : www.abonne.ouest-france.fr
Tél. 02 99 32 66 66
Directeur de la publication : François Régis Hutin
N° 21718 www.ouest-france.fr Tél. 02 99 32 60 00

Élections en Espagne : renouveau attendu

À Cherbourg, l'avenir de Saumon de France est sur le port

La société AMP, qui a repris la ferme aquacole en rade de Cherbourg, veut développer l'activité et pouvoir vendre sa production toute l'année. Elle envisage de construire une installation sur le port, qui combinera élevage de poisson et maraîchage.

Page 6

Les élections législatives de dimanche en Espagne s'annoncent serrées comme jamais. Les grandes formations traditionnelles, le Parti populaire (PP) et le Parti socialiste (PSOE), doivent faire face à la montée de deux nouveaux venus, Podemos et Ciudadanos.

Page 2 et en dernière page

Une femme traînée sur 2 km par une voiture à Nantes

Page 5

Manche

Des personnes âgées escroquées par de faux agents des eaux

Page 6

Une formation de 14 mois pour reprendre une affaire familiale

Page 8

Neuf présidents de Région élus

Les présidents de cinq régions de métropole et de quatre d'outremer ont été élus hier. Ceux des régions fusionnées, à l'image de la Normandie, le seront le 4 janvier. Valérie Pécresse (LR) (photo) a été élue en Ile-de-France.

Page 4

Fin des sacs plastique le 1er janvier

Les sacs dits « à usage unique » doivent être interdits aux caisses, à partir du 1er janvier. Mais le décret d'application tarde à paraître. Cette interdiction est justifiée par les dégâts qu'ils causent à l'environnement.

Page 5

Olivier Roellinger : notre interview

Le chef étoilé, à la tête des Maisons de Bricourt à Cancale (Ille-et-Vilaine), vit une huître à la main et un bâton de cannelle dans l'autre. À la veille de Noël, il partage ses valeurs et ses idées de recettes pour les fêtes.

Pages Cultures-Magazine

Éditorial

par François Régis Hutin

Pour un pacte anti-chômage

Ça bouge dans le monde politique. Mais à peine une idée nouvelle est-elle lancée que se déclenchent des polémiques à n'en plus finir. Les médias s'en emparent, font leurs délices des bisbilles entre les personnes, des escarmouches entre partis. Tout cela ramené au même problème : l'élection présidentielle de 2017. Vaut-il donc recommencer à tourner en rond, allant de sondage en sondage, de supputation en supputation ? Ce n'est pourtant pas cela que les Français attendent. Ils voudraient que l'on s'attaque aux vrais problèmes, à commencer par celui du chômage.

Celui-ci fait l'objet de toutes les préoccupations. Il a suscité et suscite à nouveau toutes les promesses auxquelles personne ne croit plus. Mais, là aussi, nous voilà repartis. Le mois prochain sortira un nouveau plan anti-chômage, affirme Matignon. S'il doit être aussi efficace qu'on l'assure, pourquoi n'a-t-il pas été décidé plus tôt ? Depuis plus de trois ans, les Français l'espéraient. Et rien, nous n'avons rien vu venir sinon une hausse continue du nombre des chômeurs et non cette inversion promise de la courbe.

Aujourd'hui, les politiques annoncent qu'après les élections

régionales, tout est changé. Mais jusqu'à présent, un seul discours un peu entreprenant s'est fait entendre. Jean-Pierre Raffarin l'a prononcé avec netteté : « Mettons-nous autour d'une table, que le gouvernement travaille avec les commissions de l'Assemblée Nationale et du Sénat... Il nous faut pour la fin du mois de janvier un pacte républicain contre le chômage... quelques mesures simples sur l'apprentissage, les seuils, la durée du travail, le soutien à l'investissement qui redonneront la confiance aux entreprises et aux entrepreneurs. »

Le courage de la décision

C'est la seule chose à faire et l'urgence la commande. Mais voilà qu'aussitôt des politiciens qui n'ont, semble-t-il, toujours pas compris s'insurgent : « Nous ne voulons pas de recombinaison politique générale, pas de compromis ni de compromission. Ce serait brouiller le jeu entre la gauche et la droite. » Mais précisément, c'est ce « jeu » qu'il faut changer. La bonne méthode, c'est bien non pas de reconstruire dans l'immédiat la vie politique dans son ensemble. Ce n'est pas la préparation de l'élection présidentielle. C'est se fixer un objectif clair,

simple, bien identifié et de choisir les moyens d'y parvenir.

On n'y arrivera qu'ensemble, à condition de laisser de côté les petites tactiques, à condition de vouloir réellement aboutir à une baisse du chômage, à la relance de l'apprentissage. Cela, bien sûr, pour éviter le malheur du chômage à ceux qui s'y trouvent plongés ou à ceux qui risquent d'y tomber. Il s'agit d'abord de cela et non d'abord de faire ainsi barrage au Front national qui se nourrit de cette plaie. Cela viendra par surcroît. Mais, il faut que la sincérité du combat anti-chômage apparaisse clairement pour susciter l'adhésion de tous et que cela n'apparaisse pas comme un moyen de lutte contre le Front national, comme une tactique de plus.

Ce combat, s'il aboutit, provoquera des changements surprenants pour certains qui les redoutent et attendent benoîtement que l'évolution économique générale leur épargne les adaptations et réformes qui s'imposent.

Pourtant, il est trop tard pour attendre encore. Comme l'a dit François Goulard au conseil départemental du Morbihan : « Les Français ont le sentiment d'inaction de la puissance publique. Face à la situation du pays, le temps est venu du courage de la décision. »

Parrainé par

Le Prix dimoitou 2015 revient à : Flore VESCO pour De Cape & de Mots

L'auteure décroche le 7^e Prix dimoitou/25^e Heure du Livre attribué au Mans par un jury d'enfants de 8 à 10 ans. Les graines de jurés ont passé un excellent moment à échanger avec la lauréate.

De Cape & de Mots conte l'histoire de Serine, une jeune fille qui refuse de se marier et devient demoiselle de compagnie de la reine. Espiègle et déterminée, elle va semer une sacrée pagaille à la cour... Un beau roman d'aventures !

0358-1912-0 95€

3 782035 800950

À Cherbourg, des champs de saumons dans la mer

Pour accroître sa production, le propriétaire de la ferme aquacole en pleine mer veut construire, sur le port de Cherbourg, une installation innovante qui combine élevage de poissons et culture maraîchère.

Reportage

À l'ombre de la digue et des fortifications militaires de Cherbourg, à 2,5 km de la côte, des champs dans la mer. Des milliers de saumons frétilent. Comme des poissons dans l'eau, brassés par des courants parfois violents. À une exception près : ils nagent dans un espace clos de 15 ha, répartis dans 31 cages protégées par des filets.

Plongés dans la Manche après une année en éclosérie sur la côte Est du Cotentin, ces carnassiers passeront un an et demi dans la rade, avant de finir, à 3 kg, sur un étal, frais ou fumés. Cette ferme d'élevage de saumons en pleine mer, en activité depuis 1997, est unique en France.

Des saumons sportifs

Été comme hiver, la petite dizaine de salariés veille sur le cheptel. Se jeter à l'eau fait parfois partie du boulot. « **L'équipe s'assure de la qualité de l'eau, surveille le bon fonctionnement des installations et nourrit « à la main » les jeunes poissons** », précise Pascal Goumain, le président d'AMP (Aquaponic management project), qui a repris l'exploitation Saumon de France il y a un an.

Pour les poissons plus costauds, l'alimentation passe par des tuyaux branchés à la barge nourricière. Au menu : huiles et farines de poisson, et protéines végétales. « **Sans OGM ni soja** », assure Pascal Goumain, fier de la qualité « **exceptionnelle** » de ses saumons. « **Grâce à cette alimentation, une eau supérieure à 8°C et de forts courants, nos poissons, sportifs, sont moins gras que leurs cousins scandinaves.** »

Y aura-t-il des saumons de Cherbourg à Noël ? « **Très peu**, précise le patron. **Nous prélevons exceptionnellement une petite quantité pour satisfaire nos bons clients à**

l'approche des fêtes. » Car le saumon Atlantique de Cherbourg est une denrée rare et saisonnière. L'an dernier, 250 tonnes ont été abattues et vendues à des fumeurs, des mareyeurs et à la grande distribution. Une goutte d'eau à l'échelle de la consommation française qui avoisine les 200 000 tonnes annuelles.

« **Entre l'œuf et la récolte, il faut compter de 30 à 36 mois. Nous mettons les poissons en mer à l'automne pour une pêche au printemps, un an et demi plus tard. Ce cycle d'élevage ne coïncide donc pas avec la forte période commerciale.** »

Une ferme sur le port

Un paradoxe qu'AMP pense pouvoir résoudre. Pour accroître sa production, élargir sa gamme et proposer du poisson toute l'année, la société veut développer l'aquaponie, qu'elle a déjà testée en Sologne et en Anjou. Un système vertueux qui marie élevage de poissons et agriculture hors sol. Le principe de ce circuit fermé : « **Les déjections des poissons servent d'engrais aux tomates et fraises l'été, salades et choux l'hiver, puis ceux-ci agissent comme filtre biologique. Chacun aidant l'autre à se développer. Avec 1,2 kg de nourriture, on produit un kilogramme de poissons et cinq de végétaux** », détaille Pascal Goumain.

Pour cette nouvelle activité, la société a trouvé une friche sur le port. 2 000 m² où seront regroupés les bureaux, le centre de transformation des poissons et la ferme-serre aquaponique. Coût de l'investissement : 2 millions d'euros. « **En combinant deux cycles d'élevage, l'un en mer, l'autre sur le port, on aimerait, d'ici cinq ans, produire les 3 000 tonnes annuelles autorisées et proposer trois variétés de saumons et deux de truites.** »

Chaque jour, les salariés surveillent la bonne santé du cheptel de saumons et les nourrissent. A droite : Pascal Goumain, président d'Aquaponic management project. Dessous : à l'ombre de la digue et des fortifications militaires, la ferme aquacole de Cherbourg est un site unique. A droite : 1 500 saumons sont prélevés et finiront sur les tables pour les fêtes.

Après avoir connu une année difficile, avec 40 tonnes perdues (85 % du cheptel) à cause des travaux d'ex-

tension du port, l'avenir s'annonce donc plus radieux pour la société. Elle table sur un lancement de l'acti-

tivité en 2018 avec 10 emplois en plus.

Regarder la vidéo sur ouestfrance.fr/cherbourg

Sarah CAILLAUD.

Le détenu reçoit un colis de Noël de 59 kg

Il a fallu l'acheminer avec un transpalette jusqu'à sa cellule du centre pénitentiaire de Condé-sur-Sarthe. Le syndicat Force ouvrière s'insurge.

De la farine, des paquets de gâteaux, « **essentiellement de la nourriture** ». Voici ce que contenait le colis « **de Noël** » de 59 kg qu'a reçu un détenu du centre pénitentiaire de Condé-sur-Sarthe (Orne). Et livré par transpalette s'il vous plaît, tellement il était lourd !

« Rien n'a été fouillé »

Une « **décision loufoque** » que d'avoir accordé ce droit à un détenu condamné pour braquage « **et auteur d'évasions spectaculaires** », lance le syndicat national Force ouvrière dans un communiqué de presse.

Chez les surveillants de la prison ornaise, la pilule a vraiment du mal à passer. D'autant qu'habituellement,

le poids d'un colis de Noël est limité à 5 kg.

Pour le syndicat, il s'agit clairement d'un passe-droit accordé pour « **acheter la paix sociale** », lance Emmanuel Baudin, secrétaire interrégional de Force ouvrière pénitentiaire. « **Là, on parle d'un colis de 59 kg mais certains ont reçu des cartons de 30 ou 35 kg. Et le pire, c'est que rien n'a été fouillé ! Quand je travaillais en centrale, on coupait les gâteaux en deux pour regarder ce qu'il y avait à l'intérieur !** »

Un manquement qui inquiète grandement les surveillants. Et une « **preuve supplémentaire** », pour le syndicat, que l'administration pénitentiaire « **cède sur tout. Là, c'est les colis de Noël mais vendredi dernier,**

des détenus ont bloqué les ateliers de travail, réclamant une prime de Noël... Ils se sentent chez eux. Ici, ils sont rois, les surveillants sont en permanence humiliés. Les collègues n'en peuvent plus... Il est urgent que la Direction de l'administration pénitentiaire se positionne et applique des consignes claires. Nous avons les effectifs nécessaires pour travailler correctement. Mais il faut remettre de la discipline maintenant. »

Contactées, la direction du centre pénitentiaire et la Direction interrégionale n'ont pas souhaité répondre à nos questions.

Delphine LE NORMAND.

Deux hommes écroués pour vols aggravés

Un duo de prétendus agents de l'eau aurait escroqué des personnes âgées dans tout l'Ouest. Il sévissait depuis le mois d'avril.

Ce sont les caméras de vidéosurveillance de Bagnoles-de-l'Orne qui ont aidé les enquêteurs à mettre la main sur un duo qui sévissait depuis avril dans l'Ouest. Deux hommes de 42 et 37 ans sont soupçonnés de vols aggravés.

Se présentant comme des agents des eaux venant vérifier les canalisations, ils s'introduisaient chez des personnes âgées. Pendant que l'un d'eux occupait la victime, l'autre faisait main basse sur l'argent liquide, les bijoux, les cartes bancaires. Parfois même, ils téléphonaient ensuite chez les personnes ainsi volées, se faisant passer pour la police ou la gendarmerie, afin de se faire confier le code de la carte. « **Et cela a marché, à plusieurs reprises** », constate,

désolé, le colonel Christophe Urien, patron des gendarmes de l'Orne.

Peut-être 80 victimes

Un minutieux travail d'enquête, coordonné par le lieutenant-colonel Renaud Boismoreau, commandant de la section de recherches de Caen, a permis de reconstituer une partie du puzzle. Une partie seulement. Si des faits sont avérés dans l'Orne, en Mayenne et dans le Calvados, le mode opératoire d'autres vols survenus en Maine-et-Loire et en Picardie ressemble singulièrement à celui du duo. Les deux hommes ont été mis en examen pour 25 vols aggravés. Le nombre de leurs victimes pourrait atteindre 80 personnes.

Le duo agissait en voiture et réa-

lisait plusieurs vols au cours d'une même journée. Les victimes ont décrit les deux hommes comme « **avenants** » et inspirant la confiance. « **Il n'y a jamais eu de violence ni de contrainte** », rappelle le colonel Boismoreau.

Ces deux habitants du Havre ont été interpellés dans leur région, mardi et écroués le lendemain, l'un à Caen, l'autre à Rouen. Une information judiciaire est ouverte. En récidive et avec des circonstances aggravantes comme la ruse, l'atteinte à des personnes vulnérables et l'association de malfaiteurs, ils risquent, s'ils sont reconnus coupables, jusqu'à 10 ans de prison.

Béatrice LIMON.

La Normandie en bref

Le camion perd ses troncs sur le périph de Caen

Ça ne passait pas ! Hier vers 11 h, un poids lourd s'est retrouvé en difficulté en passant sous un pont SNCF, à hauteur de la porte de Paris, du périphérique de Caen. Son chargement, des morceaux de troncs d'arbres,

était trop haut.

Trois billes de bois sont tombées, percutant deux voitures. Dans la première, une femme de 37 ans a été légèrement touchée, et surtout choquée.

À Marcey (Manche) : un jeune grièvement blessé

Hier, vers 7 h 30, un véhicule a fait une sortie de route à Marcey-les-Grèves (Manche), sur la route qui mène à Granville par la côte. Le conducteur âgé de 19 ans a été grièvement blessé et a dû être désincarcéré de sa voiture par les secours.

Les pompiers de Saint-Lô, deux ambulances du Samu et l'hélicoptère se sont rendus sur place.

Le jeune conducteur a été transporté par ambulance à l'hôpital d'Avranches. Il était seul à bord du véhicule.

Festival Beauregard : les cinq finalistes du tremplin

Le festival pop-rock d'Hérouville-Saint-Clair (Calvados) a dévoilé hier les noms des cinq finalistes de son premier tremplin : Fresh Caencamps (rap, Caen), Little Boy (indie-rock, Caen), Aloha orchestra (pop-électro, Le Havre), MNNQNS (pop-rock, Rouen), et Nuit (électro, Le Havre).

160 groupes étaient candidats. La finale aura lieu 22 janvier au Big band Café, la salle de musiques actuelles d'Hérouville.

Un jury de professionnels désignera le grand gagnant qui se produira au festival Beauregard (30 juin au 3 juillet).

Les stars du PSG ont posé leurs valises à Ouistreham

Le bus à son arrivée. On reconnaît Laurent Blanc à l'avant.

« **Nous sommes arrivés dès 17 h 45.** » Yannick, 43 ans, est venu d'Île-de-France avec ses deux fils, Evan, 10 ans, et Jérémy, 13 ans, pour assister à l'arrivée des joueurs du Paris Saint-Germain, hier soir. Avant la rencontre Caen - PSG, ce samedi, à 17 h, au stade d'Ornano, les stars parisiennes ont posé leurs valises à l'hôtel de la thalasso d'Ouistreham.

Comme une bonne quarantaine d'autres supporters, Yannick et ses fils n'ont, pour ainsi dire, vu que le

bus des Parisiens s'engouffrer sur le parking de l'hôtel, vers 20 h 30. Impossible d'approcher les stars, étant donné le service de sécurité mis en place. Enfin, presque. « **On a fait le tour de l'hôtel, indique Yannick. Lucs (joueur du PSG) a ouvert la fenêtre de sa chambre et a signé un autographe à Evan.** » Le jeune garçon fêtait ses 10 ans, hier. Pour ceux qui n'ont pas pu approcher les joueurs, les Parisiens devraient faire un tour sur la plage ce samedi matin.

L'axe Caen-Cherbourg bloqué après un grave accident

La RN13, qui relie Caen à Cherbourg, a dû être coupée pendant plus d'une demi-heure, hier après-midi, après un grave accident qui a nécessité qu'un hélicoptère se pose sur les voies pour évacuer la victime.

L'accident a eu lieu à 16 h 30, à hauteur de la commune de Brix (Manche). Le véhicule impliqué, qui circulait dans le sens Cher-

bourg - Caen, a fait plusieurs tonneaux. Sa conductrice, âgée de 37 ans, a dû être désincarcérée.

Dans un état grave, elle a été transportée vers le CHU de Caen par l'hélicoptère de la Sécurité civile. Afin que celui-ci se pose, la voie rapide a dû être fermée sur près de 3 km. L'intervention a mobilisé une quinzaine de pompiers.

Les syndicats s'inquiètent de la fusion des ARS

Les syndicats CFDT, CGT et Unsa de l'Agence régionale de santé (ARS) ont adressé une motion commune au cabinet de la ministre de la Santé. La cause de leur mécontentement ? La fusion des ARS normandes. Le problème de cette réorganisation entre Caen et Rouen, est qu'il y a des postes en doublon. Un quart du personnel est concerné. « **Ça va trop vite**, regrette Daniel Le Blastier, délégué syndical Unsa. **On ne sollicite pas assez les instances et le personnel.** » Dans la motion, signée par

82 agents bas-normands sur 205, ils appellent au gel des processus de regroupement, au profit d'une phase d'expérimentation de trois ans. Cette semaine, Rémi Aillaud (CGT) raconte que les dossiers administratifs des agents sont partis vers Rouen, en catimini, en camion. « **C'est symptomatique**, indique-t-il. **Le siège de l'ARS est à Caen mais on se rend compte qu'il existe une attractivité vers Rouen.** » La défense de Caen comme siège principal de l'ARS est l'autre cheval de bataille de la CGT.